



Tendances et faits saillants en immigration à l'échelle mondiale

De janvier à mars 2026

■ ■ ■ ■
Meilleure la question,
meilleure la réponse.
Pour un monde meilleur.



EY

Façonner l'avenir
en toute confiance

Survol

Le présent document donne un aperçu des nouveautés à l'échelle mondiale en matière d'immigration à des fins d'affaires. Il vise à alimenter les discussions sur les politiques qui ont été proposées ou mises en œuvre dans des pays et territoires clés des Amériques, de l'Asie-Pacifique et de la région EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique).

Chaque jour, des modifications aux politiques sont proposées et instaurées dans le monde entier. Les informations présentées dans le présent document sont mises à jour chaque trimestre, et elles ne couvrent pas tous les pays et territoires. Le contenu des articles hyperliés est exact à la date de publication et n'a pas été mis à jour depuis.

Le présent document est fourni à des fins d'information seulement et ne constitue ni un conseil juridique ni une garantie quant au résultat de quelque demande, y compris des demandes d'admission dans des pays étrangers. Les sociétés membres d'EY ne pratiquent pas le droit là où la loi le leur interdit. Ernst & Young LLP aux États-Unis ne pratique pas le droit et ne fournit pas de conseils juridiques.

Pour connaître les nouveautés en matière d'immigration, [cliquez](#) ici. Pour d'autres indications ou informations sur les politiques et/ou les exigences en matière d'immigration dans des pays ou territoires précis, veuillez communiquer avec le professionnel d'EY avec qui vous collaborez.

En bref



Shawn Orme
Leader de marché, Services
en immigration à l'échelle
mondiale d'EY
[Profil Gens d'EY](#)

Le premier trimestre de 2026 reflète un contexte de mobilité internationale plus contrôlé et axé sur la sécurité, influencé par l'incertitude géopolitique et les tensions persistantes au Moyen-Orient. Les gouvernements réévaluent la façon dont les mouvements transfrontaliers s'harmonisent avec la sécurité nationale, la protection de la main-d'œuvre et la résilience économique, ce qui crée un contexte plus complexe pour la planification des effectifs. La surveillance accrue dans les principaux pays de destination souligne l'importance croissante de la préparation en matière de conformité, de l'établissement d'échéanciers réalistes et de la prise de décisions en matière de mobilité tôt dans le processus.

En parallèle, la politique d'immigration est de plus en plus utilisée comme un outil stratégique de planification de la main-d'œuvre. Alors que certaines administrations resserrent les obligations des employeurs et haussent les seuils d'admissibilité, d'autres facilitent de façon sélective l'entrée de professionnels hautement qualifiés, de hauts dirigeants et de voyageurs d'affaires à court terme. Cette approche plus différenciée favorise les postes qui correspondent aux priorités nationales et exige des employeurs qu'ils soient plus réfléchis dans la façon dont ils structurent les affectations, établissent la correspondance entre les postes et les critères d'admissibilité et ont accès aux talents internationaux.

Les pressions géopolitiques accélèrent également les mesures de localisation, les restrictions de voyage fondées sur la réciprocité et les systèmes de surveillance numérique, ce qui ajoute de l'instabilité à la mobilité transfrontalière. Ces nouveautés accroissent le risque opérationnel, mais créent des possibilités pour les organisations qui intègrent les considérations en matière d'immigration dans la planification plus large des effectifs. Les employeurs qui anticipent les perturbations, intègrent de la flexibilité dans leurs modèles de mobilité et harmonisent leur stratégie en matière de talents avec les priorités stratégiques en évolution seront mieux placés pour composer avec l'incertitude et maintenir l'accès aux compétences essentielles.

Pour d'autres informations et une analyse, lisez le dernier numéro du [EY Global Immigration Index: Remote Work and Digital Nomads](#) pour obtenir des renseignements sur les pays et territoires délivrant des visas et des permis à l'intention des travailleurs à distance; consultez le numéro de mars 2026 de la série [Analyse géostratégique](#) pour des mises à jour sur les changements dans le commerce mondial, la dynamique du marché du travail et les tendances relatives à la gouvernance de l'intelligence artificielle; et explorez [les perspectives géostratégiques](#) de 2026 d'EY-Parthenon pour en apprendre davantage sur les 10 principaux événements géopolitiques en 2026.



Amériques

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- Le [Canada](#) a ajouté cinq nouvelles catégories au programme d'Entrée express (soit les cadres supérieurs, les médecins, les chercheurs, les gens de métier des transports et les recrues militaires qualifiées) afin d'attirer les meilleurs talents mondiaux et d'harmoniser la sélection des résidents permanents avec les besoins du marché du travail.
- Le [Canada](#) a instauré une politique publique temporaire permettant à certains travailleurs sélectionnés par le Québec dont le permis arrive à échéance d'obtenir un permis de travail lié à un employeur pour une période de 12 mois dans le cadre du Programme de mobilité internationale, pendant le traitement de leur demande de résidence permanente. Cette mesure vise à soutenir les employeurs du Québec en atténuant les perturbations au chapitre de la main-d'œuvre et en les aidant à maintenir en poste les employés qualifiés jusqu'à ce qu'ils obtiennent un statut permanent.

Obligations et avantages - employeurs

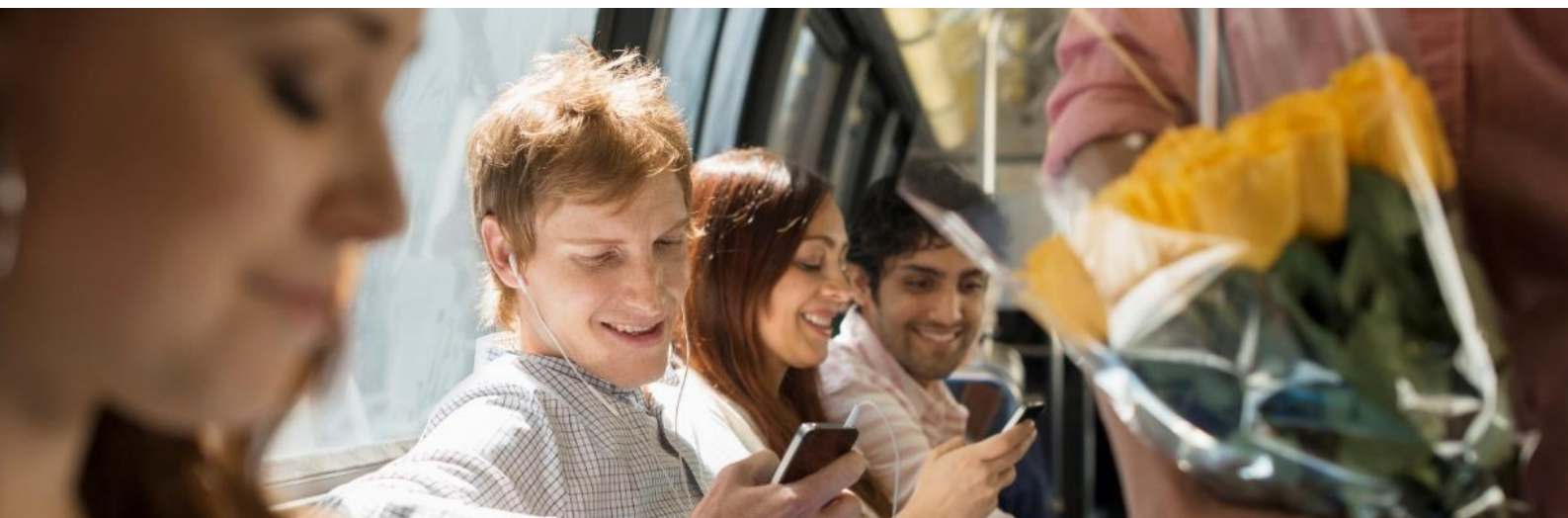
- Au [Canada](#), les autorités ontariennes ont instauré de nouvelles exigences relatives aux annonces publiques de postes, lesquelles visent directement les exigences d'affichage des employeurs établis en Ontario qui présentent des demandes d'étude d'impact sur le marché du travail dans le cadre du programme fédéral des travailleurs étrangers temporaires.
- [Israël](#) a haussé ses exigences relatives au salaire minimum pour les demandeurs de visa de travail B-1 qui cherchent à travailler au pays pendant une période de plus de trois mois ou qui sont parrainés par des entreprises des hautes technologies reconnues par l'Autorité israélienne de l'innovation (sans égard à la durée prévue du séjour). Les autorités ont également augmenté les frais exigés par le gouvernement pour le traitement de toutes les demandes de visa B-1.
- Aux [États-Unis](#), il a été rappelé aux entreprises qui embauchent des ressortissants étrangers qu'elles pourraient faire l'objet de visites et d'inspections sur place par la Fraud Detection and National Security Directorate (FDNS) des U.S. Citizenship and

Immigration Services (USCIS) et l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), ainsi que d'enquêtes par le département du Travail (*Department of Labor*), le Département d'État (*Department of State*) et d'autres organismes.

- Aux [États-Unis](#), les USCIS ont annoncé que la période d'inscription initiale se rapportant au quota des visas H-1B pour l'exercice 2027 s'étendait du 4 au 19 mars 2026. Au cours de cette période, les demandeurs potentiels et leurs représentants devaient remplir leur demande d'inscription et la transmettre par voie électronique au moyen de leur compte auprès des USCIS et payer les frais d'inscription de 215 \$ US pour chaque bénéficiaire.

Obligations et avantages - personnes

- L'[Argentine](#) a annoncé que les ressortissants de la Chine continentale, de la République dominicaine et de l'Inde qui détiennent une carte de résident permanent des États-Unis (carte verte) peuvent entrer au pays en tant que visiteurs d'affaires ou touristes.
- Le [Brésil](#) a commencé à accepter les demandes de visa électronique présentées par les ressortissants de la Chine continentale pour assister à des événements ou à des expositions.
- La [Colombie](#) a annoncé que les ressortissants du Bélarus peuvent entrer au pays sans visa pour participer à des activités d'affaires non rémunérées. La [Colombie](#) a aussi étendu cette politique aux ressortissants de la Mongolie.
- Le [Mexique](#) a publié des avertissements temporaires aux voyageurs et des avis de mise à l'abri sur place pour plusieurs États à la suite des violences liées aux cartels de février 2026.
- Aux [États-Unis](#), les USCIS ont publié une note d'orientation (*Policy Memorandum*) ordonnant à leur personnel de suspendre sur-le-champ le traitement de toutes les demandes d'avantages des ressortissants étrangers provenant de pays figurant dans la proclamation présidentielle n° 10998, intitulée *Restricting and Limiting of Foreign Nationals to Protect the Security of the United States*, sans égard à la date d'entrée aux États-Unis.

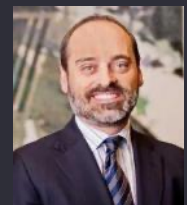


Obligations et avantages - personnes

- Aux [États-Unis](#), le Département d'État a annoncé la suspension de toute délivrance de visas d'immigrants aux demandeurs de 75 pays qui sont « hautement susceptibles de recourir à l'aide sociale » [*traduction*].
- Des postes consulaires et des ambassades des [États-Unis](#) au Moyen-Orient ont annoncé des fermetures et l'annulation de rendez-vous pour les demandes de visa, en raison de l'escalade du conflit dans la région.
- Le Département d'État des [États-Unis](#) a élargi sa procédure de contrôle de la présence en ligne (*online presence review*) de manière à l'appliquer à d'autres catégories de visas de non-immigrant, au-delà des catégories de visas H-1B, H-4, F, M et J déjà visées.

“

Les employeurs à l'échelle des Amériques doivent composer avec des règles plus strictes en matière de mobilité, alors que les États-Unis resserrent leur contrôle en appliquant un processus de sélection pondérée pour les visas de catégorie H-1B, élargissent les restrictions de voyage et réduisent la durée de validité des documents d'autorisation de travail. Au Canada, la réduction du nombre d'admissions de résidents temporaires, le changement des priorités du programme d'Entrée express et les nouvelles exigences de l'Ontario quant à l'affichage de postes ont aussi une incidence sur l'accès des employeurs aux talents. Pour les entreprises qui envoient des travailleurs aux États-Unis et au Canada, une planification proactive est essentielle. Parallèlement, les mesures d'entrée sans visa prises en Argentine et en Colombie permettent à un plus grand nombre de voyageurs d'affaires internationaux d'entrer facilement dans ces pays pour des séjours à court terme.



– George Reis, leader des Services en immigration d'EY pour les Amériques,
Profil Gens d'EY

À plus long terme

- Aux États-Unis, le resserrement de l'immigration fondée sur l'emploi devrait se poursuivre, compte tenu de l'accroissement des mesures de contrôle, de la réduction ou de l'élimination des périodes de grâce, des exigences accrues en matière de documentation et de conformité, des délais de traitement plus longs et de la hausse des activités d'application de la loi. La planification précoce, des mesures de conformité rigoureuses et l'adoption de stratégies de rechange en matière de visas seront essentielles pour gérer les risques liés à l'embauche et à la mobilité.

Asie-Pacifique

“

Dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique, les gouvernements mettent de l'avant des politiques qui redéfiniront la mobilité. L'Indonésie a lancé un programme mondial de citoyenneté pour les anciens citoyens et leurs descendants, tandis que Taïwan a assoupli ses exigences en matière d'immigration et de travail pour les professionnels étrangers afin d'attirer des talents mondiaux. La Chine continentale, Hong Kong et les Philippines ont élargi leurs options pour les entrées sans visa et pour le renouvellement anticipé des visas afin d'offrir de la flexibilité aux voyageurs d'affaires à court terme et de permettre un déploiement plus rapide de la main-d'œuvre. Un certain nombre de politiques nécessiteront une planification supplémentaire de la part des employeurs. Par exemple, la Malaisie a relevé ses seuils de salaire minimum relatifs aux permis d'emploi (*Employment Passes – EP*), ce qui a eu pour effet d'éliminer les postes au bas de l'échelle salariale et d'intensifier la surveillance des travailleurs étrangers, dans le but de mieux aligner les compétences sur les besoins locaux. La numérisation, y compris l'adoption des visas électroniques et la vérification préalable à l'arrivée, combinée à un suivi accru des visiteurs, permet également d'exercer un contrôle plus strict à Singapour.



Ces changements mettent en évidence le fait que cette région accorde de plus en plus la priorité à la compétitivité et au maintien en poste des talents, ce qui oblige les entreprises à adapter leurs stratégies de mobilité pour attirer des talents de grande valeur.

– Linda Rowe, leader des Services en immigration d'EY Asie-Pacifique

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- Les ressortissants du Canada et du Royaume-Uni peuvent maintenant entrer en [Chine continentale](#) sans visa pour les affaires, le tourisme, les visites familiales et les programmes d'échange ou pour transiter par le pays.
- L'[Indonésie](#) a lancé son programme mondial de citoyenneté indonésienne (*Global Citizenship of Indonesia program*). Le programme, qui s'aligne sur le principe de citoyenneté unique de l'Indonésie, permet aux ressortissants étrangers admissibles ayant des liens étroits avec le pays d'accéder à la résidence permanente.
- Le ministère de la Main-d'œuvre (*Ministry of Manpower*) de [Singapour](#) a annoncé le lancement d'un nouveau programme ONE Pass (volet IA et technologies) en janvier 2027, dans le but d'attirer les meilleurs talents mondiaux en technologie.
- [Taïwan](#) a pris des mesures visant à attirer les talents étrangers; il a notamment assoupli ses critères d'admissibilité au permis de travail, élargi l'accès à la résidence permanente et prolongé la période de séjour autorisée pour les nomades numériques.

Obligations et avantages - employeurs

- La [Chine continentale](#) a annoncé que les ressortissants du Canada et du Royaume-Uni peuvent maintenant entrer sans visa sur son territoire pour les affaires, le tourisme, les visites familiales et les programmes d'échange ou pour transiter par le pays. Cette politique restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026.
- Depuis le 1^{er} mars 2026, les demandes de renouvellement de visa à [Hong Kong](#) peuvent être présentées jusqu'à trois mois avant la date d'expiration (auparavant quatre semaines avant la date d'expiration); il sera ainsi plus facile pour les demandeurs et leurs personnes à charge de conserver leur statut de résident.
- La [Malaisie](#) a haussé ses exigences relatives au salaire minimum et a prolongé les périodes de validité pour toutes les catégories de permis d'emploi. Ces modifications entreront en vigueur le 1^{er} juin 2026 et s'appliqueront à toutes les nouvelles demandes et demandes de renouvellement présentées à compter de cette date.



- La [Malaisie](#) a prolongé la phase pilote de la politique de stage 1:3 jusqu'au 31 mars 2026. Cette politique exige que les entreprises malaisiennes recrutent un nombre désigné d'étudiants malaisiens en tant que stagiaires pour chaque ressortissant étranger qu'elles emploient, sous réserve de quelques exemptions.
- Les [Philippines](#) ont annoncé que les ressortissants de la Chine continentale peuvent entrer au pays sans visa en tant que visiteurs d'affaires ou touristes pour des séjours d'au plus 14 jours.
- La [République de Corée](#) exige maintenant que certains changements liés à l'emploi soient signalés en vertu des exigences mises à jour en matière d'information sur l'enregistrement des étrangers (*Alien Registration*).

À plus long terme

- Compte tenu des initiatives de politiques d'entrée mises en œuvre par des pays partenaires, nous prévoyons une réouverture réciproque continue des frontières entre ces pays et la Chine continentale pour les voyageurs d'affaires.

Europe

“

Dans toute l'Europe, les gouvernements resserrent les cadres d'immigration, l'Union européenne (UE) mettant en œuvre sa première stratégie en matière de visas pour renforcer la sécurité et la compétitivité. Plus précisément, l'Arménie, la Finlande, la Géorgie, la Grèce et l'Espagne ont mis en place des mesures qui renforcent le contrôle des travailleurs étrangers et modernisent les systèmes de visa et de résidence. Les coûts de planification et d'affectation de la main-d'œuvre sont touchés par le relèvement des seuils salariaux en Autriche, en Belgique, en Allemagne et en Turquie ou l'ajout de nouvelles obligations de déclaration des employeurs. Parallèlement, la Belgique, la Finlande, l'Irlande, les Pays-Bas et la Norvège ont mis en place des frais plus élevés ou des changements administratifs qui pourraient prolonger les délais de traitement et avoir une incidence sur les programmes de mobilité.

Dans la région de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), l'Arabie saoudite accélère la localisation grâce au renforcement des exigences de saoudisation, et Oman rend obligatoire l'inscription des entreprises sur la plateforme Tawteen. Le Koweït et le Qatar élargissent les voies d'accès à la résidence pour accueillir les travailleurs qualifiés et les entrepreneurs. Des pays d'Afrique de l'Ouest, soit le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont restreint l'accès aux citoyens américains en réponse aux interdictions d'entrée aux États-Unis envers leurs ressortissants. Ces faits nouveaux témoignent d'un contexte plus réglementé qui exige des entreprises qu'elles anticipent les risques liés à la conformité et ajustent la planification de la mobilité pour assurer le maintien des effectifs.

– Ben J Willis, leader mondial des Services en immigration d'EY, *Profil Gens d'EY*



Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- L'[Arménie](#) a adopté des modifications qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2026. Ces modifications sont axées sur la numérisation et une surveillance accrue des ressortissants étrangers et comblent des lacunes législatives existantes.
- Dans l'[UE](#), la Commission européenne a adopté sa toute première stratégie de l'UE en matière de visas, instaurant un cadre global pour rendre la politique de l'UE en matière de visas plus stratégique, sûre, concurrentielle et efficace.
- La [Finlande](#) a resserré les critères d'admissibilité pour les demandes de résidence permanente.
- La [Finlande](#) a publié un avant-projet visant à réformer les dispositions régissant le renvoi de ressortissants de pays tiers du pays et l'imposition d'interdictions d'entrée au pays. L'avant-projet devrait entrer en vigueur le 12 juin 2026.
- La [Géorgie](#) a mis en œuvre de nouvelles exigences en matière d'immigration pour les ressortissants étrangers qui sont employés par des entités locales ou qui exercent une activité de travail autonome, une activité entrepreneuriale ou une activité de télétravail. La [Géorgie](#) a ensuite mis en œuvre des modifications et des ajouts aux nouvelles exigences en matière d'immigration.
- La [Grèce](#) a promulgué une loi qui met en œuvre des modifications importantes au Code de migration.
- L'[Espagne](#) a approuvé un projet d'arrêté royal visant à accorder des permis de séjour temporaire à certains ressortissants de pays tiers qui résident déjà en Espagne et qui répondent à des critères d'admissibilité bien précis.
- Le Home Office du [Royaume-Uni](#) a soumis un ensemble important de modifications aux règles d'immigration touchant les employeurs, les parrains et les équipes de conformité des ressources humaines.



Obligations et avantages - employeurs

- L'[Autriche](#) a haussé ses exigences relatives au salaire minimum pour diverses catégories de salariés étrangers, y compris les demandeurs de la carte bleue européenne.
- En [Belgique](#), les autorités flamandes ont mis en œuvre des modifications importantes à leurs règles d'immigration pour les travailleurs étrangers et les employeurs.
- Les [autorités belges](#) ont également haussé les exigences relatives au salaire minimum pour les ressortissants de pays tiers qui travaillent dans la Région wallonne et qui détiennent un permis de travail ou un permis unique.
- En [Allemagne](#), les employeurs sont tenus d'informer les ressortissants de pays hors de l'UE et de l'Espace économique européen - ainsi que les ressortissants de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège - qui viennent travailler en Allemagne pour un employeur allemand de l'existence de services de conseil gratuits visant à protéger les travailleurs contre l'exploitation et la discrimination.
- La [Turquie](#) a haussé ses exigences relatives au salaire minimum pour les ressortissants étrangers qui veulent travailler au pays.

Obligations et avantages - personnes

- La [Belgique](#) a augmenté les frais de traitement pour certaines demandes d'immigration.
- La [Finlande](#) a augmenté les frais de traitement pour certaines demandes d'immigration.
- En [Finlande](#), les permis Brexit accordés en vertu de l'Accord de retrait demeurent valides jusqu'à nouvel ordre. Toutefois, les permis de séjour relatifs au Brexit doivent être renouvelés tous les cinq ans.
- L'[Irlande](#) a prolongé de 8 à 12 semaines le délai de grâce pour le renouvellement du permis de séjour irlandais (IRP). L'[Irlande](#) a aussi prolongé la validité de l'avis de confirmation de voyage jusqu'au 28 février 2026 afin de soutenir les personnes qui souhaitent quitter l'Irlande et y revenir pendant que leur demande de renouvellement du permis de séjour est en cours de traitement.
- Les perturbations dans les déplacements touchant les voyageurs d'affaires [irlandais](#), liées à l'instabilité persistante au Moyen-Orient, entraînent des considérations en matière de planification, de mobilité et de devoir de diligence pour les employeurs.
- L'[Irlande](#) a prolongé jusqu'au 4 mars 2027 toutes les autorisations d'immigration pour les bénéficiaires d'une protection temporaire.
- Les [Pays-Bas](#) ont réduit le nombre de comptoirs d'enregistrement des non-résidents (comptoirs RNI) disponibles pour les ressortissants de pays tiers (c.-à-d. les ressortissants de pays tiers hors de l'UE, de l'EEE et de la Suisse).
- La [Norvège](#) a instauré des droits de demande pour les enfants de moins de 18 ans qui souhaitent obtenir un permis pour personne à charge (catégorie de l'immigration familiale).
- L'ambassade de [Slovénie](#) à New Delhi, en Inde, connaît des retards de traitement, ce qui prolonge les délais pour toutes les étapes qui nécessitent un rendez-vous, dont la prise d'empreintes digitales, les entretiens et la récupération de permis.
- La [Turquie](#) a annoncé que les ressortissants de la Chine continentale peuvent entrer au pays sans visa pour des activités d'affaires non rémunérées.
- L'autorisation de voyage électronique (ETA) du [Royaume-Uni](#) a été entièrement déployée et la période de mise en œuvre graduelle a pris fin. Cela signifie que les visiteurs ne peuvent pas se rendre au Royaume-Uni sans une ETA valide.

À plus long terme

- La [Suède](#) a présenté au Parlement un projet de loi qui propose des conditions plus strictes pour la délivrance de permis de travail et des sanctions plus sévères pour les emplois illégaux. S'il est adopté, le projet de loi entrera en vigueur en juin 2026.

Afrique, Moyen-Orient et Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC)

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- Lors de l'ouverture du Web Summit Qatar 2026, le [Qatar](#) a annoncé deux nouvelles catégories de visas de séjour à long terme visant à attirer des cadres supérieurs et des entrepreneurs à forte croissance.
- L'[Arabie saoudite](#) a annoncé une hausse des taux de saoudisation (localisation) pour les postes dans les secteurs de l'ingénierie et de l'approvisionnement.
- L'[Arabie saoudite](#) a annoncé deux décisions concernant les taux de saoudisation (localisation) pour les postes dans les secteurs des ventes et du marketing. Les décisions instaurent une exigence de saoudisation de 60 % pour les professions ciblées, avec des critères salariaux précis applicables aux postes du secteur du marketing.

Obligations et avantages - employeurs

- Le [Koweït](#) a instauré un permis de sortie pour voyages multiples pour les résidents travaillant dans le secteur privé. Grâce à ce nouveau permis, les employeurs peuvent autoriser les travailleurs étrangers à voyager plusieurs fois sans soumettre une nouvelle demande de sortie pour chaque départ.
- Le [Koweït](#) a augmenté les frais annuels d'assurance maladie pour certaines catégories de permis de séjour et a mis en place de nouveaux frais d'assurance maladie pour les catégories de visas d'entrée, de visiteur et de transit, selon la presse.
- [Oman](#) a imposé à toutes les entreprises exerçant leurs activités dans le pays l'obligation de s'inscrire sur la plateforme électronique de recrutement et de gestion des emplois Tawteen.

Obligations et avantages - personnes

- Le [Bahreïn](#) a mis en place des mesures temporaires offrant certains avantages aux titulaires de visas de visiteur à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en réponse aux perturbations des déplacements dans la région.

- Le [Burkina Faso](#) a cessé de délivrer des visas aux ressortissants américains en réponse aux restrictions d'entrée imposées par les États-Unis aux ressortissants burkinabè.
- Le [Koweït](#) a instauré une prolongation automatique du visa de visiteur d'un mois et un permis d'absence de trois mois pour les résidents à l'étranger, dans un contexte de perturbation au Moyen-Orient.
- Le [Mali](#) a cessé de délivrer des visas aux ressortissants américains en réponse aux restrictions d'entrée imposées par les États-Unis aux ressortissants maliens.
- Le [Niger](#) a cessé de délivrer des visas aux ressortissants américains en réponse aux restrictions d'entrée imposées par les États-Unis aux ressortissants nigériens.
- Le [Qatar](#) a annoncé une prolongation automatique d'un mois des visas d'entrée expirés ou quasi expirés de toutes les catégories à compter du 28 février 2026, sous réserve du paiement de toute amende impayée.
- L'[Arabie saoudite](#), par le portail Qiwa, a restreint la possibilité pour les employés étrangers de changer leur titre de poste pour « directeur général » (*General Manager*) au moyen d'une demande de changement de profession standard. Les employés étrangers peuvent tout de même être nommés à titre de directeurs généraux, à condition qu'ils aient le même titre dans l'enregistrement commercial (*Commercial Registration - CR*) de l'entreprise.
- L'[Arabie saoudite](#) a mis en place des mesures temporaires pour les titulaires de visas de visiteur arrivés à échéance le 25 février 2026, en réponse aux perturbations des déplacements dans la région.
- Les [Émirats arabes unis](#) ont annoncé des mesures temporaires d'allègement en matière d'immigration en réponse aux annulations de vols et aux perturbations du trafic aérien.
- Les [Émirats arabes unis](#) ont souligné le renforcement des services d'urgence et d'intervention en cas de crise offerts aux citoyens des Émirats arabes unis et aux titulaires de visa Golden à l'étranger.

À plus long terme

- L'[Afrique du Sud](#) a proposé des changements visant à moderniser le cadre d'immigration du pays, à améliorer les systèmes numériques, à attirer les talents et les investissements étrangers et à simplifier la mobilité.



EY | Travailler ensemble pour un monde meilleur

EY contribue à un monde meilleur en créant de la valeur pour ses clients, pour ses gens, pour la société et pour la planète, tout en renforçant la confiance à l'égard des marchés financiers.

Grâce aux données, à l'intelligence artificielle et aux technologies de pointe, les équipes d'EY aident les clients à façonner l'avenir en toute confiance et proposent des solutions aux enjeux les plus pressants d'aujourd'hui et de demain.

Les équipes d'EY fournissent une gamme complète de services en certification, en consultation et en fiscalité ainsi qu'en stratégie et transactions. S'appuyant sur des connaissances sectorielles, un réseau mondial multidisciplinaire et des partenaires diversifiés de l'écosystème, les équipes d'EY sont en mesure de fournir des services dans plus de 150 pays et territoires.

EY est All in pour façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site ey.com/fr_ca/privacy-statement. Les sociétés EY ne pratiquent pas le droit là où la loi le leur interdit. Pour en savoir davantage sur notre organisation, visitez le site ey.com.

© 2026 Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Société membre d'Ernst & Young Global Limited.

Tous droits réservés.

4885454

La présente publication ne fournit que des renseignements sommaires, à jour à la date de publication seulement et à des fins d'information générale uniquement. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive et ne peut remplacer des conseils professionnels. Avant d'agir relativement aux questions abordées, communiquez avec EY ou un autre conseiller professionnel pour discuter de votre propre situation. Nous déclinons toute responsabilité à l'égard des pertes ou dommages subis à la suite de l'utilisation de renseignements contenus dans la présente publication.

ey.com/fr_ca

